

• • •

# Ambitions climatiques: Une analyse des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le groupe des pays ACP

Résumé du rapport



# Aperçu du rapport

## Le renforcement de l'appui axé sur les priorités à la mise en œuvre des CDN dans les pays du groupe ACP

Dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015, les pays ont accepté de produire des contributions déterminées au niveau national (CDN), qui décrivent leurs stratégies nationales de lutte contre le changement climatique. Pour les 79 Etats membres du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), la mise en œuvre des CDN est une priorité. Tout d'abord, **certains des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique font partie du groupe ACP, ensuite, le Groupe ACP entend devenir une force dynamique sur la scène internationale**, capable d'influencer l'agenda mondial de l'action pour le climat.

## Programme intra-ACP de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (AMCC+)

Lancée en 2017 grâce à un financement du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+) intra-ACP fait partie du programme phare élargi AMCC+ de l'Union européenne. Le programme vise à **accroître la résilience des régions et des pays ACP face au changement climatique. Ce faisant, il aidera ces pays à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.**

Le programme Intra-ACP AMCC+ fonctionne en renforçant les capacités des pays et régions ACP en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Dans le cadre de cet effort, l'un des principaux domaines d'intervention du programme consiste à soutenir **les pays du groupe ACP dans le développement et la mise en œuvre de leurs CDN.**

© Secrétariat du groupe ACP 2018. Reproduction autorisée moyennant la mention de la source.  
Crédit pour les photographies qui illustrent ce rapport : © Shutterstock : Ekkachai / Arif Alakbar/ Sangoiri

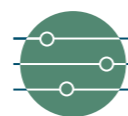
# Le rapport

Le Secrétariat du groupe ACP a commandé une étude comparative approfondie des CDN des 79 pays du groupe ACP. Jusqu'à présent, il n'y avait jamais eu de tentative visant à analyser les CDN du point de vue de l'ensemble des pays du groupe ACP. L'étude recueille et compare des données clés exprimées par les pays eux-mêmes. Elle se concentre sur les six principaux sujets suivants :

1. Les caractéristiques de base des CDN (c'est-à-dire les objectifs, points de référence, conditions de mise en œuvre)
2. Le contexte institutionnel, y compris la préparation et la planification nationale de la mise en œuvre
3. Les mesures d'atténuation et d'adaptation
4. Les besoins d'appui à la mise en œuvre des CDN, y compris le financement de la lutte contre le changement climatique, le renforcement des capacités et le transfert de technologie
5. Les objectifs de développement durable (ODD)
6. Le système de mesure, rapport et vérification (MNV)



# Atténuation



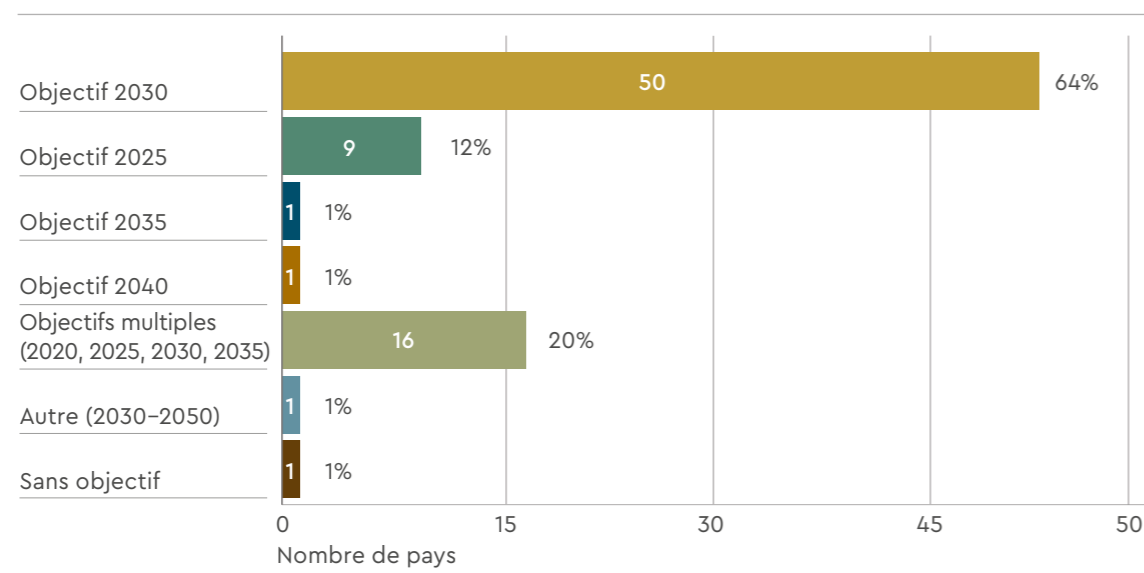
## TYPES DE CONTRIBUTIONS

Les CDN des 79 pays du groupe ACP contiennent des mesures d'atténuation, notamment des objectifs et des actions ou une combinaison des deux.

## CALENDRIERS

La plupart des CDN des pays du groupe ACP prévoient une mise en œuvre sur cinq ou dix ans, de 2020 à 2025 ou 2030. Ou bien elles incluent plusieurs années cibles.

Calendrier des CDN (I) des pays du groupe ACP (nombre de pays et pourcentages)



## CONDITIONNALITÉ

La plupart des CDN des pays du groupe ACP (68 pays, 86%) comportent un élément de conditionnalité.<sup>1</sup> Cela signifie qu'avec un soutien adéquat, les pays du groupe ACP pourraient renforcer leurs ambitions en matière d'action climatique. En même temps, le nombre de contributions d'atténuation non spécifiées ou partiellement spécifiées (47 pays, 60%) signifie que plusieurs pays du groupe ACP peuvent clarifier les conditionnalités dans leurs prochains CDN.

## SECTEURS

Les trois régions ACP reconnaissent largement le potentiel du secteur de L'ÉNERGIE pour

<sup>1</sup> Cela comprend les contributions classées comme « conditionnelles seulement », « inconditionnelles et conditionnelles » et « partiellement spécifiées ».

une transition vers une économie à faibles émissions de carbone (76 pays).

L'UTCATF (Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie) est le deuxième secteur le plus couvert dans les régions Afrique (40 pays) et Caraïbes (10 pays). Dans la région Pacifique, les TRANSPORTS représentent le deuxième secteur le plus couvert (8 pays du Pacifique). Les pays du Pacifique dépendent fortement des transports, en raison de leur dispersion géographique, de leur éloignement et de leur faible population.

Les DÉCHETS sont le troisième secteur le plus couvert (44 pays).



# Adaptation

## TYPES DE CONTRIBUTIONS

Les 79 pays du groupe ACP ont tous incorporé une composante d'adaptation dans leur CDN, mais toutes les composantes ne présentent pas les mêmes caractéristiques. L'adaptation est une priorité importante pour les régions ACP.

La grande majorité des CDN des pays du groupe ACP (68 pays, 86%) incluent des engagements d'adaptation en termes d'objectifs quantifiés ou assortis de délais ou d'actions spécifiques (notamment des politiques, plans et projets).

Il est recommandé que tous les pays du groupe ACP améliorent la transparence et la cohérence de leurs efforts d'adaptation dans leurs prochaines CDN.

La sécurité de l'eau est une priorité de développement essentielle pour les pays du groupe ACP. En témoigne le positionnement de l'eau comme deuxième secteur le plus prioritaire dans les régions Afrique et Caraïbes (39 pays d'Afrique et 11 pays des Caraïbes) et l'un des plus couverts dans la région Pacifique (7 pays).

La gestion des risques de catastrophe se positionne comme étant le troisième secteur le plus important de la région Afrique (32 pays) et l'un des plus présents dans les CDN des pays des Caraïbes et du Pacifique (9 pays des Caraïbes et 6 pays du Pacifique).

## CONDITIONNALITÉ

Une trentaine de pays des régions ACP (38 %) ont formulé des contributions conditionnelles à l'adaptation. Ce chiffre est inférieur à celui des 68 pays (86 %) qui ont inclus la conditionnalité dans leurs contributions à l'atténuation.

Les pays du groupe ACP sont donc plus avancés dans leur planification de l'atténuation que dans celle de l'adaptation.

## SECTEURS

L'agriculture est le secteur le plus important de la région Afrique (46 pays) et l'un des secteurs les plus couverts dans les Caraïbes et le Pacifique (9 pays des Caraïbes et 7 pays du Pacifique).

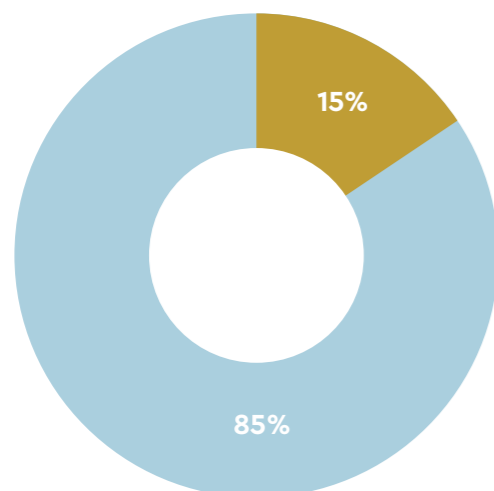


# Besoins de soutien



La grande majorité des pays du groupe ACP ont besoin d'un soutien pour mettre en œuvre les politiques conditionnelles et atteindre leurs niveaux d'ambition accrus en matière d'action climatique.

**Inclusion des besoins de renforcement des capacités et de transfert de technologie dans les CDN(I) des pays du groupe ACP (en pourcentage et nombre de pays)**



- Besoins en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologie pris en compte.
- Besoins en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologie non pris en compte.

## FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

**59 pays du groupe ACP (75%) ont inclus des estimations financières pour la mise en œuvre de leurs CDN.** Parmi ces pays, 38 (48%) fournissent des estimations complètes de leurs besoins financiers, tandis que 21 (27%) ne fournissent que des estimations partielles. Les 20 pays restants (25%) n'ont pas inclus d'estimations financières dans leurs CDN.

Le total des chiffres financiers cumulés dans les CDN des 59 pays des régions ACP qui ont quantifié leurs besoins financiers s'élève à environ **2 317 milliards de dollars USD**.

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

**Outre le financement de la lutte contre le changement climatique, les CDN des pays du groupe ACP demandent un soutien en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologie.** Ces demandes provenaient de **la grande majorité des pays (67 pays, 85%),** notamment de : 39 pays africains, 14 pays des Caraïbes et 14 pays du Pacifique. Seuls 12 pays (15%) n'ont pas fourni cette information.



# Caractéristiques supplémentaires

**Moins de la moitié de tous les CDN des pays du groupe ACP (34 pays, 43%) expliquent les arrangements institutionnels existants ou prévus pour soutenir le processus des CDN.**

**L'écrasante majorité des CDN des pays du groupe ACP (72 pays, 91%) ne font pas référence à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre des CDN.** En revanche, **3 pays (4%) ont déclaré en avoir préparé un, tandis que 4 pays (5%) ont déclaré que leur plan de mise en œuvre était en préparation.**

**Quelque 34 CDN des pays du groupe ACP (43%) ont fourni des informations sur l'état d'avancement de leurs PNA** (Plans nationaux d'adaptations). Aucune donnée n'a été trouvée pour les 45 autres pays (57%). En juin 2018, **5 pays du groupe ACP avaient soumis leur PNA à la CCNUCC.** Les 29 autres pays sont probablement encore en train de préparer leurs PNA.

**Les régions des Caraïbes et du Pacifique ont besoin d'une assistance pour la formulation et l'élaboration de leurs PNA.** Seuls 3 pays des Caraïbes et 2 pays du Pacifique ont commencé à préparer leur PNA, contre 24 pays africains.

## Objectifs de développement durable

Très peu de CDN des pays du groupe ACP (14 pays, 18%) ont inclus une référence aux ODD. La plupart des pays du groupe ACP explorent encore les liens entre leurs CDN et les ODD.

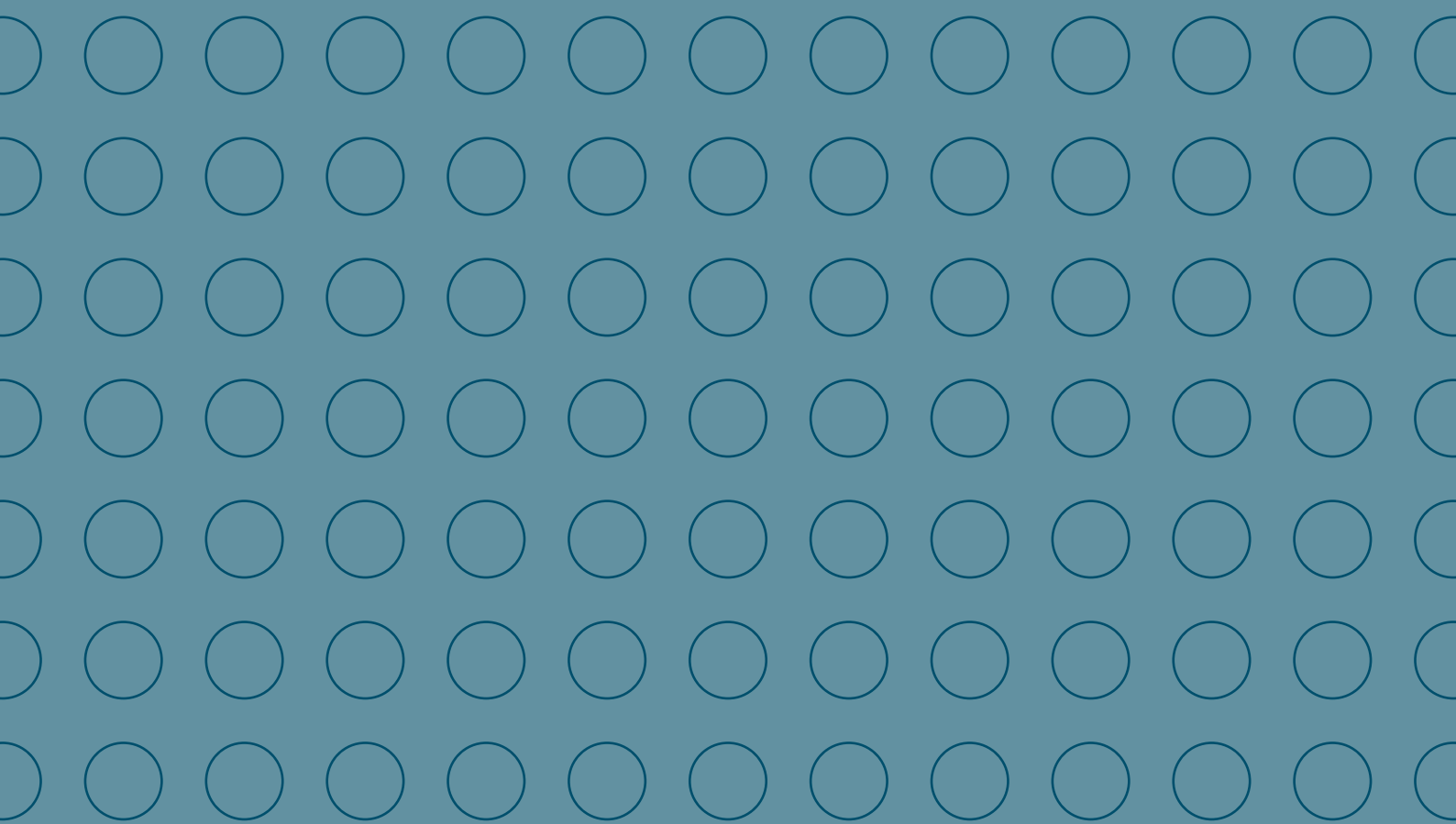
**Le rapport envisage deux moyens d'aider les pays du groupe ACP à établir un lien entre les processus des ODD et ceux des CDN.** (1) Identifier les synergies et les arbitrages potentiels entre les CDN et les ODD, en établissant des liens entre les personnes et les institutions concernées, et (2) soutenir les actions nationales visant à promouvoir à la fois les CDN et les ODD.



## Mesure, rapport, et vérification (MRV)

Près de la moitié des CDN des pays du groupe ACP (38 pays, soit 48%) se sont engagés d'une manière ou d'une autre à faire le suivi, établir un rapport et vérifier la mise en œuvre de leur CDN.

La mise en œuvre opérationnelle des systèmes de MRV est une affaire essentiellement nationale. Toute aide aux pays ACP dans ce domaine devrait être adaptée à leurs besoins individuels. Une première étape utile pourrait être une évaluation de la situation afin d'identifier les besoins en matière de renforcement des capacités et de formuler une aide spécifique.



[www.acp.int](http://www.acp.int)

